

ESPAGNOL
ÉPREUVE COMMUNE et ÉPREUVE À OPTION : ORAL
Renaud MALAVIALLE, Sarah VOINIER

Coefficient : 2 (épreuve commune) ; 3 (option)

Durée de préparation : 1 heure

Durée de passage devant le jury : 30 minutes dont 20 minutes d'exposé et 10 minutes de questions

Type de sujets donnés : texte ou document (épreuve commune) ; texte (option)

Modalités de tirage du sujet : tirage au sort d'un sujet (pas de choix)

Liste des ouvrages généraux autorisés : aucun

Liste des ouvrages spécifiques autorisés : aucun

Liste des documents tirés au sort :

1- *Tres lecciones de García Márquez*, Javier Cercas, *El País*, 11 de mayo de 2014.

2- *La Iglesia mexicana bautiza a una niña hija de un matrimonio de lesbianas*, Paula Chouza, *El País*, 27 de mayo de 2014.

3- *Cinco siglos de idas y venidas*, Carlos Marichal Salinas, *El País*, 14 de junio de 2014.

4- EDITORIAL. Un Rey constitucional. *El País*, 9 de junio de 2014

Nombre de candidats :

8 en épreuve commune et 1 en option

Notes obtenues :

11/ 20 ; 11,5/20 ; 11,5/ 20 ; 12/20 ; 12/20 ; 14/ 20 ; 15,5/20 ; 16/20 ; 18/20

Les résultats sont à la hausse cette année : trois admissibles de plus qu'en 2013 et quatre de plus qu'en 2012. Les notes à l'oral sont sensiblement meilleures cette année qu'en 2013 : il n'y a pas de note en dessous de la moyenne et une brillante intervention a fait monter la notation jusqu'à 18.

Dans l'ensemble, la présentation à l'oral a respecté les consignes méthodologiques : lecture d'une partie du texte (un seul candidat s'en est abstenu), introduction précise du document et énoncé du plan du commentaire (là encore, un seul candidat a omis de préciser son plan). Le commentaire de chacun des candidats s'est toujours bien appuyé sur le texte par quelques citations rigoureusement choisies pour illustrer le propos. Tous les candidats ont pensé à conclure dans le temps imparti pour l'épreuve.

Quelques conseils s'imposent néanmoins : la lecture peut se faire en tout début d'oral ou bien à la fin de l'introduction. Le jury veut souligner l'importance de cet exercice qui pour certains candidats semble secondaire. Il faut soigner cette lecture car elle rend compte non seulement de la prononciation en espagnol, du bon placement des accents, et de la maîtrise du système phonologique, mais elle traduit également la bonne compréhension du texte, de son contenu et de sa tonalité, par la mise en valeur de la syntaxe et de la respiration du texte.

Il convient de rappeler également que, lors du commentaire, le candidat ne doit pas lire textuellement ses notes. S'il est évident que les notes préparatoires servent de point d'appui au commentaire et qu'il est indispensable de s'y référer tout au long de l'exercice oral, il n'est pas acceptable néanmoins de lire des phrases entières, voire des paragraphes ! En évitant de rédiger ses idées lors de la préparation, le candidat perd moins de temps, il doit improviser à l'oral et regarder davantage le jury. Un seul candidat s'est livré de temps à autre à cette lecture trop appuyée de sa préparation et sa note a sanctionné cette maladresse.

À l'énoncé du plan, il est conseillé de motiver l'articulation des parties et de ne pas s'en tenir à un simple énoncé des différents axes du texte. Dans certains cas, le jury a apprécié le soin du candidat à présenter d'abord les mouvements du texte pour expliciter ensuite le plan du commentaire.

Sur le plan linguistique, il est recommandé de soigner la prononciation et, pour cela, de ne pas parler trop vite. La nervosité ou le sentiment de manquer de temps peut parfois expliquer l'empressement de certains candidats, mais la réception perd alors en qualité ; le jury sait bien que le candidat ne peut pas tout dire : il faut donc hiérarchiser les idées dans le commentaire et développer uniquement les plus pertinentes, quitte à revenir dans l'échange avec le jury sur certains points traités de façon trop allusive.

Pour parler des événements du passé, le jury attend que le candidat s'exprime au passé, surtout quand le commentaire du texte demande l'emploi du présent pour traiter de l'actualité. Cette capacité à employer la diversité temporelle est valorisée dans l'évaluation linguistique ; elle prouve la maîtrise des conjugaisons. Il faut rappeler qu'à la différence de l'écrit, l'oral demande une grande flexibilité linguistique puisqu'il s'agit de mettre en avant les réflexes langagiers et la spontanéité du candidat. C'est pourquoi, il est normal que quelques erreurs surviennent sans que le candidat ne puisse toujours les corriger dans l'instant. Le jury en est conscient et revient donc sur ces erreurs en fin d'échange avec le candidat. Malgré cela, une langue riche, avec un lexique fourni, nuancé, qui emploie une syntaxe soignée conférant du relief au discours est indispensable à la réussite du commentaire.

Les quatre documents proposés à l'oral sont extraits du quotidien espagnol *El País*. Ces articles très récents (deux de mai et deux de juin 2014) permettaient de placer la réflexion au cœur de l'actualité espagnole et latino-américaine. À travers des sujets relevant de la vie littéraire, de l'institution ecclésiale, de phénomènes socio-historiques et de la monarchie, les candidats pouvaient mettre à profit leurs connaissances aussi bien en littérature qu'en civilisation du monde hispanophone.

Le texte de l'écrivain espagnol Javier Cercas, auteur du célèbre roman *Les soldats de Salamine*, dresse le portrait du grand écrivain colombien Gabriel García Márquez, prix Nobel de littérature en 1992, qu'il a pu rencontrer à deux occasions, en 2005 et 2006. Cette évocation s'inscrit dans une logique d'hommage posthume suite à sa disparition en avril dernier. L'auteur y explique les trois leçons qu'il reçut du maître présenté comme un sage, à l'image de Socrate. Si la première leçon relève de la discipline et de l'humilité dans l'activité de l'écriture, la deuxième prône l'honnêteté intellectuelle et la troisième se consacre à

valoriser l'apport de García Márquez à la littérature mondiale. Par sa capacité à sonder la vérité humaine, dans sa dimension universelle, l'écrivain a permis de renouer avec le roman tel que Cervantès l'a défini en son temps. La mise en perspective du discours élogieux, au moment où l'on fête le quatrième centenaire de la publication de la seconde partie du *Quichotte* (1614), dresse des ponts à travers le temps et l'espace entre les deux écrivains mondialement reconnus par un lectorat désigné comme *common reader*. Cet hommage réflexif fondé sur l'expérience personnelle d'un écrivain déjà confirmé ne manque pas de nous émouvoir : il offre en miroir le portrait d'un auteur exigeant, en perpétuel apprentissage et conscient de l'héritage littéraire dans lequel il veut s'inscrire.

Le deuxième texte fait état du baptême, le 25 mai dernier, d'une petite fille mexicaine issue d'un couple de lesbiennes, mariées en 2007. La journaliste Paula Chouza souligne l'action médiatique de l'évêque de Saltillo, Raul Vera, qui revendique sa défense de la foi catholique. Loin du conservatisme du dernier pontificat, et dans le sillage du Pape François, il revendique le droit de tous à intégrer la communauté chrétienne. Cette ouverture de l'Église catholique, engagée par le Pape dès 2013, confirme l'orientation nouvelle d'une institution traditionnellement opposée à l'homosexualité. Le texte pose la question de la position du Saint Siège dans le débat contemporain sur la famille. Si l'Église veut connaître un nouveau souffle, un retour des fidèles au sein d'une société de plus en plus sécularisée, elle doit s'efforcer d'œuvrer dans l'humilité et la compassion, en suivant l'exemple du Christ. Les candidats devaient s'interroger sur cette volonté de moderniser l'institution de l'intérieur, à travers l'engagement de ses ministres auprès des populations les plus fragilisées. L'Amérique Latine, très catholique, peut se projeter à nouveau en laboratoire de conceptions et de pratiques nouvelles. Les synodes programmés par le Pape attestent l'urgence d'une réflexion sur des questions contemporaines présentes dans les sociétés où tradition et modernité cherchent un équilibre.

Le troisième document, le plus récent, traite d'un phénomène ample et multidimensionnel : l'émigration espagnole à travers les siècles. Partant du constat actuel d'un départ de près de 700 000 Espagnols depuis le début de la crise de 2008, le professeur Carlos Marichal Salinas, du *Colegio de México*, dresse un panorama historique des allers et venues en Europe et outre Atlantique. Il semble en effet qu'après avoir privilégié les pays du nord de l'Europe, les Espagnols se tournent vers l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Mexique, dont l'économie émergente offre des possibilités d'emploi. L'auteur montre que cette émigration vers l'Amérique Latine n'est pas nouvelle puisque, dès le début de la colonisation espagnole au XVI^{ème} siècle jusqu'au XVIII^{ème} siècle, l'émigration professionnelle d'un demi million de personnes a été comptabilisée. En suivant une observation chronologique, le texte convoque plusieurs épisodes historiques marquant des moments d'accélération de cette émigration espagnole ; si les guerres de l'indépendance américaine sonnèrent le glas d'une longue tradition d'installation de migrants espagnols, la fin du XIX^{ème} siècle connut un nouvel essor du phénomène migratoire vers les pays du *cono sur* en pleine expansion économique. La crise de 1929 et les retombées de la Grande Dépression interrompirent la dynamique du flux de population jusqu'à la Guerre Civile et les difficiles années d'après-guerre qui causèrent le départ, pour des raisons à la fois politiques et économiques, de plusieurs milliers de

républicains vers la France et l'Amérique Latine. L'auteur restitue les variations des mouvements migratoires au cours des décennies suivantes et pose l'entrée de l'Espagne dans l'Union européenne comme le point de rupture dans cette longue tradition migratoire. Le chômage aujourd'hui justifie un regain migratoire conséquent vers l'Amérique Latine d'une population espagnole formée, mais dont les chances d'intégration sont limitées par la concurrence locale. Si le commentaire de cet article s'avérait assez difficile en raison de sa longueur, le contenu en est essentiellement narratif, avec une portée pédagogique qui en facilitait la compréhension. Il permettait de réfléchir à l'histoire de l'émigration à partir de la dialectique de la rupture et de la continuité, surtout dans le rapport qu'entretient l'Espagne à ses anciennes colonies.

Le dernier document était un éditorial qui inscrivait son propos dans le champ de la politique espagnole actuelle, après l'annonce officielle de l'abdication de Juan Carlos. S'appuyant sur les résultats d'une enquête, récemment publiée dans *El País*, l'auteur évalue la légitimité et la légalité d'un éventuel référendum sur Monarchie vs République. Si la question semble pertinente à ses yeux, elle doit s'inscrire dans un processus constitutionnel. Il rappelle en effet, face à la pensée des « *inmovilistas* » et de ceux qui ne voient dans le régime actuel aucune dimension démocratique, le fondement populaire de la souveraineté espagnole, notamment à travers ses deux chambres des représentants. La monarchie constitutionnelle garantit depuis 1978 le pacte démocratique. Le roi, selon la Constitution, doit symboliser l'union de la nation et ne peut ainsi participer à aucun débat politique partisan. En réalité, les Espagnols se soucient bien davantage des problèmes liés au chômage qu'à la question du régime constitutionnel, ce qui relativise l'urgence d'un référendum. Même si aucun miracle économique ne peut être attendu à l'aube du nouveau règne, le rôle du roi sera déterminant dans la résolution des conflits actuels de l'Espagne, notamment dans le dialogue nécessaire entre tous les Espagnols sur leur avenir politique commun. Le texte permettait aux candidats de faire valoir leurs connaissances d'un dossier d'actualité touchant à la fois à l'histoire espagnole du XX^{ème} siècle, au phénomène du « *juancarlismo* » qui influence le débat autour de la succession monarchique de Felipe VI, et au fonctionnement de la vie politique.

« Tres lecciones de García Márquez »

Javier Cercas, *El País*, 11 de mayo de 2014.

Estar aquel día con García Márquez es lo más parecido que me ha pasado a estar con el Papa

La primera me la dio la primera vez que estuve con él, en el verano de 2005. Fue durante una comida en casa de Carmen Balcells, su agente (y también la mía). A ella asistieron, además de la anfitriona, su mujer, mi mujer y varios trabajadores de la agencia. En mi recuerdo, García Márquez se dedicó sobre todo a preguntar, que es lo que suelen hacer los sabios, y en determinado momento me preguntó cuántas veces reescribía un libro. Empecé a dar explicaciones: dije que, aunque casi siempre escribía la primera versión a mano, en las sucesivas usaba el ordenador, y que entonces podía reescribir decenas de veces una misma frase, un mismo párrafo... “No, no”, me interrumpió, como si me riñera. “Nada de frases, nada de párrafos. ¿Cuántas veces reescribes entero el libro, de pe a pa?”. Tragué saliva, reflexioné, contesté: “No lo sé. Depende del libro”. Y luego dije un título y un número: dos, tal vez tres. García Márquez sonrió, satisfecho; dijo: “Yo, seis”. No sé si exageraba (no lo creo: no, al menos, si se refería a los libros posteriores a *Cien años de soledad*); y aunque exagerase: es un millón de veces preferible quien exagera con humildad lo mucho que le costó hacer algo bueno, vindicando su orgullo de artesano, que quien exagera con soberbia lo poco que le costó hacer algo malo, escudándose en su desidia para ocultar su incapacidad.

La segunda lección me la dio en Cartagena de Indias o más bien en un patio de un hotel de Cartagena de Indias, en el invierno tropical de 2006. Yo me alojaba allí, invitado por el Hay Festival, y García Márquez, que tenía una casa en la ciudad, pasó por el hotel acompañado por un grupo de amigos. Hizo que me sentase a su lado, pidió algo de beber (creo que whisky) y me cogió del brazo; a ratos, cuando le dejaban, me hablaba al oído. Digo cuando le dejaban porque estar aquel día con García Márquez es lo más parecido que me ha pasado en mi vida a estar con el Papa; la gente hacía cola para darle la mano, para mostrarle una edición cualquiera de una de sus obras, para que bendijese su matrimonio reciente, para que besase a su bebé. “¿Sabes una cosa?”, me susurró en un intervalo de la procesión. “No voy a volver a publicar ninguna novela”. “Lo siento”, dije, con absoluta sinceridad; luego le pregunté por qué iba a hacer eso. “Mira, Javier”, contestó, apretándome con fuerza el brazo. “Yo soy un viejo: ya sé engañar a todo el mundo; si quisiera, podría hacerlo. Pero a quien no puedo engañarme es a mí. Y si los libros no salen de las tripas, es mejor no escribirlos”.

Esas fueron dos lecciones que me dio García Márquez: una de disciplina (o de modestia) y otra de autoexigencia; aunque, ahora que he escrito lo anterior, me doy cuenta de que, en el fondo, ambas son una misma lección de honestidad. ¿Y la tercera lección? La tercera –como todas las demás lecciones que me dio, a mí y a todos– está donde están las mejores lecciones de un escritor: en sus libros. Durante la primera mitad del siglo XX, la literatura tendió a encerrarse en sí misma; a esa tendencia debemos algunas de las mejores novelas que ha dado la historia, pero a veces también, a la larga, una literatura vanidosa, autofágica y finalmente conformista, una literatura para literatos, que es el destino más triste de la literatura, o para esnobs: gente a quien no le gusta leer, sino que lo que le gusta es que le guste leer. Durante la segunda mitad del siglo XX, la narrativa latinoamericana recuperó para el español el legado perdido de Cervantes, poniendo otra vez a nuestra lengua en el lugar de

privilegio que había ocupado con Cervantes; dentro de esa hazaña general, la hazaña específica de García Márquez consistió en devolverle la mejor narrativa universal a eso que los anglosajones llaman el *common reader* y todos traducimos como lector común y Juan Ferraté traducía, admirablemente, como lector de buena fe: aquel al que lo que le gusta es leer. García Márquez, cada una de cuyas obras tenía lectores e imitadores en todo el mundo, no escribía para ese lector –ningún escritor digno de tal nombre lo hace–; pero tampoco escribía contra él, ni de espaldas a él, porque, como Cervantes, era incapaz de concebir la novela sin él, o simplemente porque no le tenía miedo. Esta es la tercera lección de García Márquez: una lección de coraje.

La Iglesia mexicana bautiza a una niña hija de un matrimonio de lesbianas

El obispo Raúl Vera convierte al país en el segundo de América Latina en impartir el sacramento cuando los padres son del mismo sexo.

PAULA CHOUZA, México, *El País*, 27 de mayo de 2014.

Sin saberlo, Natalia se convirtió el domingo pasado en la primera niña mexicana bautizada siendo hija de un matrimonio de lesbianas. Al menos, que le conste a la opinión pública, porque el obispo encargado de impartir el sacramento, el vanguardista Raúl Vera, está convencido de que no es ni la primera ni la segunda vez que ocurre. “A donde yo voy, ahí andan los medios. Lo que yo hago, ahí están las televisiones, por eso se enteraron”, dice entre risas durante una conversación telefónica este martes.

La ceremonia tuvo lugar el 25 de mayo en una parroquia de la ciudad de Monclova, un municipio del norte de México en el Estado de Coahuila, de 216.000 habitantes. Las mujeres se habían casado en el Distrito Federal, entidad que aprobó este tipo de uniones en 2007. El obispo de Saltillo acudió únicamente a la iglesia de San Francisco de Asís para oficiar la ceremonia, porque no eran sus feligreses. “Había varias parejas. Si me encuentro a una niña hija natural de una de las dos mujeres, ¿cómo voy a negarle el bautismo? Si los progenitores lo buscan es porque hay fe cristiana”, explica. “Para bautizarse hay una preparación y en esas charlas se dejan claros unos valores. Ya lo dijo el Papa: ¿Quién soy yo para juzgarlos”, parafrasea Vera.

En julio de 2013, el papa Francisco sorprendió al mundo al expresar su opinión sobre la homosexualidad. Las declaraciones, hechas ante periodistas en el viaje de vuelta de su visita a Brasil, se convirtieron en las más transgresoras de un Papa en la historia de la Iglesia: “Si una persona es gay y busca al Señor y tiene buena voluntad, ¿quién soy yo para juzgarlo? El catecismo de la Iglesia católica lo explica de forma muy bella. Dice que no se debe marginar a estas personas por eso. Hay que integrarlas en la sociedad. El problema no es tener esta tendencia. Debemos ser hermanos. El problema es hacer un lobby”.

Antes que México, y aunque hay documentados casos en España, Argentina bautizó también por primera vez en abril de este año a otra niña hija de un matrimonio de mujeres. La prensa bonaerense consideró el acto un “gesto de apertura de la institución que conduce Francisco”. Aunque ausente de la ceremonia, la madrina fue la presidenta Cristina Fernández.

Según declaraciones recogidas en la prensa, en septiembre del 2012, Bergoglio había pedido a los sacerdotes que no “vacunaran a los niños contra la fe” impidiéndoles recibir el bautismo, por considerar que el rechazo ahuyentaba a los creyentes de la Iglesia, que sufre desde hace años una dramática caída de fieles en todo el mundo.

Desde que fue elegido Papa en el 2013, Francisco ha impulsado un amplio debate sobre la familia contemporánea y ha convocado dos sínodos (asambleas de obispos) en 2014 y 2015, donde podrían abordarse algunos de los temas más polémicos. Según comentó el obispo Vera, en la última reunión con el Pontífice en el Vaticano se trataron aspectos relevantes sobre la atención a grupos vulnerables, entre ellos la comunidad lésbico-gay, llamando a los sacerdotes mexicanos a mantener trato con los homosexuales.

Cinco siglos de idas y venidas

Se ha minimizado la magnitud de la emigración, pero el fenómeno es muy relevante. A diferencia de anteriores oleadas hacia Latinoamérica y pese a la mayor preparación, la inserción resulta ahora más difícil.

CARLOS MARICHAL SALINAS, EL PAÍS, 14 de junio de 2014.

Todo gran colapso financiero provoca no solo una serie de bancarrotes de bancos y empresas sino una cadena de catástrofes sociales que se expresan en pérdida de empleos, disminución de ingresos de las familias más afectadas y dolor psicológico, individual y colectivo. Así ocurrió a partir de la crisis global que estalló en septiembre de 2008 y que ha seguido un camino azaroso desde entonces. Una de las consecuencias en España ha sido el aumento de la emigración, en especial a otros países europeos, pero también a América. ¿Cuántos españoles han emigrado desde fines de 2008? A pesar de que instancias oficiales han minimizado la magnitud de la nueva emigración, investigaciones recientes demuestran que el fenómeno es de gran magnitud. Un estudio de la Fundación Alternativas Económicas afirma que desde que empezó la crisis, la emigración de españoles al exterior (y hasta fines de 2013) ha superado las 700.000 personas, una cifra muy superior a los 225.000 contabilizadas por las fuentes que publica el Instituto Nacional de Estadísticas (INE) de España. Debido a la dificultad de registrar todas las salidas y entradas por motivos laborales de personas a un país, la autora del estudio, Amparo González-Ferrer, investigadora del Consejo Superior de Investigaciones Científicas, comparó los registros oficiales de otros países con respecto a las entradas de españoles y descubrió algo sorprendente: en tiempos recientes los destinos tradicionales de Francia y Alemania han sido superados por Reino Unido como favorito de los emigrantes españoles.

Después del destino europeo, en los últimos tiempos debe resaltarse el aumento de emigrantes españoles a América Latina, especialmente a Argentina, Brasil, Chile y México, aunque no se cuenta aún con datos muy fiables y precisos sobre estos movimientos. En el caso de México, por ejemplo, los registros oficiales indican que han ingresado más de 8.000 españoles desde la crisis de 2008, lo que permite cifrar el número de españoles residentes en el país actualmente en más de 95.000. En Brasil, entre 2008 y 2013 el número de españoles censados en ese país aumentó un 41,5% de acuerdo con el INE, y oficialmente hay más de 100.000 residentes, aunque esta es una estimación a la baja. Pero la emigración de españoles a América no es en absoluto una novedad. Al contrario, es parte de una historia de cinco siglos de flujos, de idas y retornos que constituyen un eje fundamental de la historia transatlántica de España y de los países receptores. Los historiadores han establecido que entre principios del siglo XVI y fines del XVIII arribaron a las tierras americanas cerca de medio millón de españoles, la vasta mayoría de los cuales viajaron en los navíos de las legendarias flotas que salían anualmente de Sevilla y luego de Cádiz. Los pasajeros eran de profesión comerciantes, funcionarios, militares, eclesiásticos, mineros, pero también artesanos y marineros, sin olvidar las decenas de miles de mujeres que también hicieron la travesía. [...]

Con las guerras de independencia (1810-1825) en América se produjo un retorno de miles de españoles, que no se revertiría durante algunas décadas, salvo en el caso de Cuba, que atrajo muchos emigrantes, especialmente canarios y catalanes, debido al extraordinario auge azucarero, tabacalero y mercantil que experimentó la isla durante buena parte del siglo XIX. Sin embargo, la mayor avalancha de emigración española ocurrió a fines de esa centuria,

cuento un gran número de españoles llegó a Argentina, Uruguay y Brasil, en una época de extraordinaria bonanza económica para el Cono Sur. Fue un tiempo en que los salarios de los trabajadores de Buenos Aires, Montevideo o São Paulo superaban ampliamente a los de los españoles o portugueses. Ello siguió siendo cierto en el primer tercio del siglo XX, razón que explica que salieran un promedio de 40.000 españoles por año entre 1880 y 1900, para luego aumentar a un promedio de casi 100.000 por año hasta la crisis financiera internacional de 1929 y la subsiguiente Gran Depresión. En total, se trató de varios millones de emigrantes, aunque al menos un tercio regresó a España por tratarse en muchos casos de viajes para obtener trabajo estacional y aprovechar los altos salarios en el Cono Sur, incluyendo el sur de Brasil. [...]

La Guerra Civil española produjo una nueva emigración masiva, pero esta vez forzosa, que obligó a la salida de más de 400.000 republicanos españoles a Francia, de los cuales apenas unos 40.000 pudieron emigrar a América. En su mayoría los exiliados que llegaron a América tenían una destacada formación educativa y profesional: sus aportaciones a la cultura y a la educación superior, así como al sector empresarial en México y Argentina, son conocidas, pero también fueron importantes en muchos otros países. Es más, podría decirse que buena parte de la universidad española emigró a América en esa época.

La emigración española cobró nueva fuerza después del fin de la II Guerra Mundial, pero en este caso debido a la depresión económica que caracterizó a los primeros 20 años del Gobierno de Franco. Para escapar del hambre, el racionamiento y los malos salarios volvió a resultar atractivo emigrar, especialmente a Argentina, Venezuela, Brasil, Uruguay y Cuba. Entre 1950 y 1960 salió más de un millón de emigrantes, de los cuales aproximadamente un tercio retornaron a España después de varios años. En los dos decenios siguientes, la migración española cambió de dirección y se dirigió casi enteramente a Europa, especialmente a Francia, Gran Bretaña y Alemania, mientras que las salidas para América Latina cayeron abruptamente. A partir de la entrada de España a la Unión Europea, en cambio, la emigración de españoles disminuyó de manera muy marcada y no ha sido hasta el derrumbe económico de los últimos años cuando vuelve a ser un fenómeno de importancia.

Hoy en día, no hay duda de que los emigrantes españoles a América tienen un nuevo perfil, ya que en su mayoría tienen una formación profesional que es valorada por empresas en México, Brasil, Argentina y otros países de la región: se estima en el caso mexicano que la mitad cuenta con una licenciatura universitaria y el 27% trae diplomatura y posgrado. Sin embargo, a pesar de contar con altas calificaciones técnicas o laborales, la llegada de españoles no asegura que sea fácil su inserción en las economías de los países latinoamericanos tanto por la competencia con los numerosos profesionales locales como por los requisitos oficiales para inmigrantes, que no dejan de ser complicados y en muchos casos llevan tiempo. No obstante, es probable que la situación laboral española siga empujando a más españoles a intentar buscar empleo en otras tierras y a cruzar el charco, como tantos de sus antepasados.

Carlos Marichal Salinas es profesor del Colegio de México.

EDITORIAL. Un Rey constitucional. *El País*, 9 de junio de 2014

El debate sobre Monarquía o República es legítimo, pero no prioritario ni apremiante

Merece la pena preguntarse si la ciudadanía sintoniza de verdad con algunos actores de la política que reclaman de forma perentoria un referéndum sobre la cuestión de Monarquía o República. Y la respuesta es interesante. Una mayoría de españoles quiere que la cuestión se plantee en algún momento, según la encuesta de Metroscopia publicada por *EL PAÍS*; y a la vez, muchas más personas prefieren a don Felipe como rey, frente a la opción de una República presidida por una figura pública relevante.

Se equivocan los inmovilistas cuando consideran la abdicación de don Juan Carlos y la proclamación de don Felipe poco más que como trámites destinados a mantener el statu quo, bien por interpretar la Constitución como inamovible, bien por sublimar la Monarquía como institución valiosa en sí misma y ajena a toda confrontación.

También yerran los que, como el fiscal general del Estado, piensan que lo que no está en la Constitución “no existe”, como si plantearse la alternativa republicana fuera propio de extraterrestres.

Pero tampoco tienen razón los que agitan el argumento, tan ocioso como falso, de que la democracia solo puede ser republicana, mientras equiparan la Monarquía a régimen personal. El poder político reside por entero en los órganos emanados de la soberanía del pueblo, y don Juan Carlos se ha mantenido neutral frente a las contiendas partidistas. Es exactamente el principio que debe guiar a su hijo: actuar como un rey plenamente constitucional.

Preguntar sobre la Monarquía no tiene nada de ilegal. Ahora bien, la pretensión de una consulta está fuera de lugar en el momento presente. La Constitución puede modificarse, pero siempre de acuerdo con las reglas previstas en la misma. Un cambio sobre la forma política del Estado es de los que exigen un largo procedimiento (disolución de las Cortes, nuevas elecciones, redacción del proyecto, referéndum), y no es posible saltárselo para realizar una consulta al margen de las reglas constitucionales.

Pero más allá de las cuestiones formales, hay que detenerse un momento sobre otras circunstancias. La gran mayoría de los ciudadanos apoya la abdicación de don Juan Carlos, no cree que su renuncia produzca incertidumbre alguna y el príncipe Felipe les merece una valoración más alta que la del Rey, según la encuesta de Metroscopia. Otro sondeo anterior, en este caso del CIS, ofrece el contundente dato de que solo el 0,2% cita la Monarquía entre los problemas más importantes de España, muy lejos del primero, que es el paro (80,8%), de la corrupción y el fraude (35,7%) o de los problemas económicos (28,6%).

De modo que, ¿cuál es la urgencia de pronunciarse sobre la forma política del Estado? Una cosa es el debate —esta semana llegará al Congreso por el trámite parlamentario de la ley de abdicación— y otra que exista una situación de emergencia cuya solución exija la apelación inmediata al pueblo para optar sobre la cuestión de Monarquía o República.

Mucho va a depender de los primeros pasos del futuro rey, que deben estar marcados por la austерidad, pero también por la oferta de un compromiso a la sociedad: federar a las opciones en conflicto y favorecer el consenso y la síntesis. Como cabeza de una Monarquía parlamentaria carece de poderes políticos, aunque su proclamación debe contribuir a crear el ambiente institucional y emocional en el que sean posibles iniciativas de reforma y de vuelta al diálogo como método de solución de conflictos, incluido el cauce para la relación de Cataluña con el conjunto de España. Pero los cambios dependen de la sociedad y no solo del futuro rey.